



## **Séminaire d'EZA «Solutions pour sortir de la crise économique et financière – quelle marge de manœuvre en résulte-t-il pour les partenaires sociaux ? »**

**Munich, 13 – 15 mars 2009**

### **Les problèmes doivent être résolus de manière solidaire**

Les objectifs du séminaire d'EZA concernant la crise financière et économique étaient de proposer des solutions à la crise actuelle et d'élaborer des recommandations d'actions pour la politique et les partenaires sociaux. Ce séminaire s'est tenu du 13 au 15 mars 2009 à Munich et était organisé en coopération avec le Fritz-Pirkel-Institut du Centre européen pour les travailleurs en Bavière et la CSA.

Alois Glück, ancien président du parlement bavarois et président de la commission de politique générale de la CSU, voit aussi dans cette crise une opportunité. Il a soutenu, dans son discours de bienvenue, le point de vue qu'un débat fondamental en société soit nécessaire afin de recréer un lien entre performance et solidarité ainsi qu'entre liberté et responsabilité. Une Europe forte et capable d'agir serait dans cette situation plus important que jamais.

Des orateurs renommés ont ensuite analysé la situation actuelle et les effets de la crise à différents niveaux. Ivan Van de Cloot, économiste en chef de l'Initerra Institute (Bruxelles), a ainsi souligné qu'une mauvaise gestion était à la base de la crise financière et économique actuelle. Vouloir faire des bénéfices en peu de temps, sans prendre en considération la stabilité du système, aurait mené à un effondrement du capitalisme basé sur des transactions. Il a exigé la création d'agences de notation, indépendantes des banques, une limitation de la taille des banques et a proposé de ne plus faire dépendre les bonus des managers des succès à court terme, mais de les faire dépendre à la bonne santé des banques à long terme.

Fritz Schösser, président de la Confédération allemande des syndicats (DGB) en Bavière, a exigé un retour à l'éthique et à la morale. Les stratégies de restructuration d'entreprises auraient seulement servi auparavant à une maximisation du profit, non pas à la protection de l'emploi ou à l'innovation. Il s'est prononcé contre les profits illimités avec responsabilité limitée et a réclamé que les conseils d'administration des grandes entreprises et des banques ne devraient plus être identiques. Le problème majeur est lié, selon lui, aux différentes règles économiques au niveau national, régional et global.

Jean Paul Fabri du bureau du premier ministre de Malte a expliqué, que la maxime d'action la plus haute de l'État serait d'agir au niveau local. L'économie devrait être restructurée afin de minimiser la dépendance. L'on devrait investir dans les produits et les services de haute qualité pour créer des emplois dans ces secteurs. De plus il serait judicieux d'investir dans l'éducation et de regagner la confiance des citoyens en l'État.

Daniel Navas Vega, de l'institution d'enseignement OIT (Turin), a également exigé un retour aux normes et valeurs pour renforcer la responsabilité entrepreneuriale et la fonction régulatrice de l'État; de plus les autorités de contrôle ne devraient pas être fragmentées. En outre l'on devrait attacher plus d'importance à la création d'emplois verts et à une politique climatique durable.

L'invité d'honneur Elmar Brok, membre du parlement européen et de la commission des affaires étrangères, a souligné que le protectionnisme n'était pas une solution à la crise. L'on devrait se mettre d'accord sur des règles uniformes et des contrôles du marché financier et du marché des assurances au niveau européen et international. L'Europe devrait utiliser son potentiel économique, pour contribuer à la solution des problèmes. Pour cela de plus grands investissements seraient aussi nécessaires dans l'éducation, pour rester compétitif à long terme.

Dr. Gabriele Stauner, membre du parlement européen et présidente de la CSA, réclame une restructuration complète de la stratégie de Lisbonne, qui devrait être adaptée aux nouveaux besoins : « La crise financière a démasquée le « credo » européen de la concurrence sans limites en tant qu'atteinte à la prospérité et destructeur d'emplois. Une redéfinition de la « stratégie de Lisbonne » dans le sens d'une orientation claire envers les principes de l'économie sociale de marché, loin de l'opinion que la concurrence soit le seul régulateur du marché, est donc nécessaire. » De plus l'Europe devrait se rappeler de son importance en tant que communauté partageant les mêmes valeurs.



*Dr. Gabriele Stauner, MPE Allemagne et président du CSA, ainsi que Raf Chanterie, président d'EZA [de gauche à droite]*

Rudolf Strohmeier, chef de cabinet de la commissaire de l'UE Viviane Reding, a réclamé la création d'une surveillance financière et d'une autorité réglementaire européenne. La Commission ferait une proposition à ce sujet fin mai. En outre, des mesures de sanction doivent être établies contre des comportements fautifs dans le secteur financier. Le marché intérieur de l'UE ne devrait pas être détruit par la crise,

le protectionnisme serait pas une solution. Des mesures nationales aideraient tout à fait aussi d'autres pays, par exemple la prime à la casse en Allemagne. L'Europe serait seulement forte en commun, les idéaux européens devraient être apportés ensemble



*Rudolf Strohmeier, chef de cabinet de la Commissaire de l'UE Viviane Reding, et Raf Chanterie, président d'EZA [de gauche à droite]*

Pendant les discussions les participants des séminaires ont souligné qu'un retour à l'ensemble des idéaux européen était important pour résoudre les problèmes. Si la solution à la crise financière et économique était une politique européenne commune, alors chaque pays devrait accepter ce fait. La création d'une autorité réglementaire européenne serait nécessaire pour assurer, par le biais des systèmes fiscaux, les mêmes conditions pour tout le monde, afin de diminuer les risques systémiques. De plus un impôt supplémentaire sur les spéculations a été proposé. L'intégration des partenaires sociaux dans le processus de discussion pour résoudre la crise a également été jugé importante. La presse internationale a été très critiquée, de ne pas avoir assuré ses fonctions de contrôle et son obligation d'information.

Dans les comptes-rendus de la République Tchèque (Bedřich Vymětalík, KAP), de l'Espagne (António Munso Prat, CEEFT), de la Lituanie (Neringa Sarulyte, LDF) et de la France (Joseph Thouvenel, CFCI) l'on a exposé les actions possibles des gouvernements et des partenaires sociaux dans ces quatre pays, les conséquences de la crise pour le marché du travail et pour les employés et l'on a aussi parlé des secteurs particulièrement touchés.



**Roswitha Gottbehüt**, secrétaire générale d'EZA et les rapporteurs des pays: pour la République tchèque **Bedřich Vymětalík**, KAP; pour l'Espagne **António Munso Prat**, CEEFT; pour la Lituanie **Neringa Sarulyte**, LDF et pour la France **Joseph Thouvenel**, CFCI [de gauche à droite]

L'élaboration d'une déclaration finale commune avec des recommandations d'actions pour le monde politique et les partenaires sociaux était au centre des intérêts des groupes de travail.



Rapporteurs: **John Zammit**, AZAD; **Andrea Cornea**, CSDR; **António Moura Teixeira**, FIDESTRA; **Martin Schwarz**, UETDC [de gauche à droite]

Des remarques socio-éthiques concernant la crise financière et économique ont été faites pendant un débat entre Egbert Biermann, membre du conseil d'administration gestionnaire de l'Union IG des mines, de la chimie et de l'énergie,

Tomasz Rózniak, directeur de la Fundacja Nowy Staw en Pologne, et Gerrit Terpstra, membre du parlement néerlandais, qui a été animé par Joachim Herudek, ancien secrétaire général d'EZA. Les enseignements de l'église concernant la propriété, le salaire juste et l'éthique de l'économie étaient au centre des réflexions. Les participants de la discussion ont exigé une modification du système financier et économique actuel, un renforcement du rôle des partenaires sociaux et une meilleure concertation de la politique économique en Europe. Chaque citoyen porterait une grande coresponsabilité concernant par exemple le sujet de la durabilité. La proposition de former un conseil de l'économie mondiale, soutenue par exemple par l'ILO, mais refusée par d'autres organisations mondiales telles que la Banque mondiale, a été discutée. En outre, des organisations non gouvernementales, qui se penchent sur des questions concernant les travailleurs, doivent, en plus des syndicats, aussi être intégrées dans le dialogue social.



La mesure de formation est subventionnée par la Communauté européenne.